

# MADAGASCAR - 65 ANS APRES...

## L'ARCHITECTURE DE LA DÉPENDANCE



### Dossier Diapason « Indépendance »

Diapason © Juin 2025

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

[www.diapason.mg](http://www.diapason.mg)



© 2025 Diapason

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

www.diapason.mg

### **Certains droits réservés**

Cet ouvrage est le fruit du travail du personnel de Diapason.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les points de vue des administrateurs de Diapason ou des personnes qu'elles représentent. Diapason ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cet ouvrage. Les données, les sources et autres informations figurant dans cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de Diapason. Il appartiendra au lecteur de se faire son opinion et sa propre interprétation des données.

### **Droits et autorisations**

Le contenu de cet ouvrage est soumis au droit d'auteur. Diapason encourage la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que la source complète de cet ouvrage soit mentionnée.

**Attribution** – Veuillez citer l'ouvrage comme suit : « Diapason ©2025. Madagascar, 65 ans après – L'architecture de la dépendance ».

Toutes les questions relatives aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à :

Diapason Madagascar

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

E-mail : diapasonmadagascar@gmail.com

**Diapason © Juin 2025**

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

# **Madagascar 65 ans après - L'architecture de la dépendance**





# Madagascar 65 ans après - L'architecture de la dépendance

Juin  
2025

Diapason  
*Nourrir le débat*

Dossier Diapason « Indépendance »



Think Tank  
Madagascar



# Diapason

*Nourrir le débat*

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| <i>Madagascar 65 ans après - L'architecture de la dépendance</i> .....                  | 2  |
| <i>Introduction générale</i> .....  | 8  |
| <b>PARTIE I – REPÈRES HISTORIQUES</b> .....   | 9  |
| I.1 – Le colonialisme français à Madagascar : 64 années de dépossession organisée ..... | 9  |
| I.2 – Une indépendance sans fondation .....   | 9  |
| I.3 – 1960-1972 : les illusions perdues .....   | 10 |
| Conclusion de la partie I .....   | 10 |
| <b>PARTIE II – 65 ANS DE TRAJECTOIRE NÉGATIVE</b> .....                                 | 10 |
| II.1 – Politique : instabilité chronique et centralisation autoritaire .....            | 10 |
| Tableau – Présidents élus démocratiquement à Madagascar : .....                         | 11 |
| II.2 – Économie : chute, stagnation, spoliation .....                                   | 12 |
| II.3 – Société : pauvreté massive, fragmentation, désespoir .....                       | 16 |
| <b>PARTIE III – LA STRUCTURE QUI BLOQUE</b> .....                                       | 18 |
| III.1 – Un système de spoliation bien huilé .....                                       | 18 |
| III.2 – L'État en otage .....   | 20 |
| III.3 – Où sont les contre-pouvoirs ? .....   | 22 |
| <b>PARTIE IV – MADAGASCAR EN 2025</b> .....   | 26 |
| IV.1 – Indicateurs objectifs : Madagascar en 2025 .....                                 | 26 |
| IV.2 – Le monde voit un eldorado, les Malgaches vivent un désert .....                  | 28 |
| <b>PARTIE V – TRAJECTOIRE D'ESPOIR ?</b> .....  | 30 |
| V.1 – Quelles ruptures nécessaires ? .....  | 30 |
| V.2 – La reconquête de la souveraineté .....  | 32 |
| Conclusion – Et maintenant ? .....  | 34 |

# Remerciements

Ce « Dossier Indépendance » a été préparé par quelques membres de l'équipe de Rédaction de [Diapason](#), composée d'une vingtaine de personnes, avec la discrétion qui les honore.

La supervision est assurée par Alain Rasendra (Directeur de la rédaction), Roger Rabetafika (Direction éditoriale) et la participation active de Tiana (Tin) Rakotomalala (Président du **Think Tank Diapason**).

L'équipe tient à remercier, particulièrement, nos experts en économie qui ont fourni une analyse initiale et des contributions utiles (sourcing).

L'équipe tient aussi à remercier tous les contributeurs de par le monde qui ont produit les articles au fil des semaines et au fil des mois, participant ainsi à construire les fondations de ce « Dossier indépendance ».

# *Abstract*

À l'occasion du 65e anniversaire de l'indépendance de Madagascar, cet article propose une lecture systémique des mécanismes qui ont perpétué la dépendance du pays malgré sa souveraineté politique formelle. S'appuyant sur une analyse historique, institutionnelle et économique, il identifie les causes profondes de l'effondrement du pouvoir d'achat, de la captation des ressources naturelles par une élite, et de la faiblesse chronique des contre-pouvoirs.

L'article mobilise les grilles **ICECAP** et **SCOR** pour décrypter la spoliation institutionnalisée et révéler la structure invisible de domination. Il démontre que la pauvreté malgache n'est pas une fatalité mais le résultat d'un système verrouillé, fondé sur l'ignorance collective, la gouvernance détournée et les asymétries géopolitiques. En conclusion, il propose plusieurs axes de rupture pour refonder la souveraineté du pays, à la fois politique, économique et cognitive.



# Introduction générale

## Contextualiser les 65 ans d'indépendance

**26 juin 1960 – 26 juin 2025.**

Soixante-cinq ans. L'équivalent d'une vie humaine bien remplie, ou d'une génération qui aurait pu, qui aurait dû, transformer en profondeur le destin d'un pays. Mais à Madagascar, le poids des années d'indépendance ressemble moins à un accomplissement qu'à une longue traversée dans la brume, parfois dans le brouillard épais de l'oubli collectif et de l'impunité organisée.

## Les paradoxes du présent

Il ne s'agit pas ici de juger à la légère. Il s'agit de regarder les faits, d'aligner les chiffres, de confronter les promesses aux trajectoires réelles. Il s'agit de raconter l'histoire d'un pays dont le potentiel est loué avec lyrisme à l'étranger - biodiversité, richesses minières, main-d'œuvre jeune, position géostratégique - mais dont la population, dans son immense majorité, vit chaque jour un peu plus à distance de la dignité. Il s'agit de comprendre pourquoi la pauvreté s'installe là où l'abondance était possible. Pourquoi la fragmentation triomphe là où une nation aurait pu s'unir. Pourquoi les institutions faiblissent là où la République aurait pu s'ancrer.

## La problématique centrale : indépendance formelle vs dégradation réelle

Depuis 1960, Madagascar est officiellement souverain. Mais cette souveraineté, comme dans nombre d'anciennes colonies africaines, a été piégée dès l'origine dans les logiques de dépendance économique, d'alignement diplomatique, et de reproduction sociale des élites formées à l'école coloniale. Ce pays a certes connu des ruptures, des révoltes populaires, des alternances, des constitutions successives. Mais aucune de ces étapes n'a permis de refonder un pacte social solide, de construire un État stratège et protecteur, ou d'établir une redevabilité politique durable.

## La méthode : données factuelles, Base de connaissance et approche systémique

Ce dossier, construit à partir des données et analyses rassemblées au sein du **Think Tank Diapason**, n'est ni une satire, ni un rapport technique. Il s'agit d'un travail d'éclairage rigoureux, factuel, illustré par des graphiques, des tableaux, des cartographies et des profils, s'appuyant sur une base de connaissance consolidée. Il vise à retracer l'évolution du pays sous trois angles majeurs : politique, économique et social, en analysant les blocages structurels qui ont empêché le décollage tant attendu.

## L'urgence d'un diagnostic lucide

Il interroge aussi la notion même d'indépendance. Car si l'on célèbre une date, le 26 juin 1960, on oublie trop souvent de s'interroger sur ce qu'elle signifie concrètement pour la majorité des Malgaches aujourd'hui. Le pouvoir d'achat a été divisé par deux depuis 1971. Le tissu productif national reste embryonnaire. La dette publique a explosé. Et le pouvoir est resté captif de cercles restreints, entre héritiers d'un système de rente et nouveaux entrants opportunistes.

## L'outil ICECAP pour comprendre les causes invisibles

La méthode de ce dossier repose également sur une lecture **systemique**, à travers le prisme d'une grille d'analyse nommée **ICECAP (Iceberg Causal Analysis Protocol)**, permettant de distinguer les **symptômes visibles** – pauvreté, corruption, instabilité – des **causes profondes** – dépendance structurelle, élites prédatrices, absence de régulation. Cette lecture est complétée par une cartographie du pouvoir réel, un recensement des institutions étatiques, une analyse de la dette et des investissements étrangers, ainsi que des profils documentés des principaux acteurs économiques et politiques.

### Une invitation à la lucidité collective

Ce 26 juin 2025 est donc une date à saisir : non pour commémorer passivement, mais pour revisiter lucidement le chemin parcouru. Et surtout, pour poser cette question essentielle : **la trajectoire actuelle est-elle encore acceptable ?**

Ou faudra-t-il attendre encore 65 ans pour voir enfin le pays renouer avec l'ambition collective d'un avenir digne ?

## PARTIE I – REPÈRES HISTORIQUES

### I.1 – Le colonialisme français à Madagascar : 64 années de dépossession organisée

L'histoire moderne de Madagascar s'inscrit dans la grande fresque du partage de l'Afrique décidé à Berlin entre 1884 et 1885. Si l'île n'est pas immédiatement occupée, elle est clairement incluse dans la sphère d'influence française. En 1896, Madagascar est officiellement annexée par la France, devenant une colonie administrée depuis Paris. Cette domination durera **64 ans**, jusqu'au 26 juin 1960.

Le colonialisme à Madagascar, comme ailleurs, ne se résume pas à une simple occupation militaire. Il s'agit d'un système de dépossession : des terres, des richesses, des langues, des hiérarchies traditionnelles, et même des imaginaires. Le pouvoir colonial restructure l'économie autour d'exportations agricoles et minières, met en place un système éducatif destiné à former une élite auxiliaire, et supprime toute forme d'autonomie politique réelle.

L'impact de cette période ne peut être effacé d'un trait. Les institutions modernes malgaches ont été calquées sur des structures importées, sans prise en compte des logiques sociales, culturelles et politiques locales. Le legs colonial est un legs de rupture : rupture avec la souveraineté, avec les savoirs endogènes, avec la continuité historique.

### I.2 – Une indépendance sans fondation

Le 26 juin 1960 marque la proclamation officielle de l'indépendance de Madagascar. Philibert Tsiranana devient président de la Première République. Mais cette indépendance, comme dans de nombreux pays africains à la même époque, est avant tout formelle. Les accords de coopération signés avec la France maintiennent une forte tutelle économique, diplomatique et militaire. La monnaie, les bases militaires, la formation des élites, les contrats miniers : tout ou presque reste sous contrôle ou influence française.

Tsiranaana lui-même incarne cette continuité. Formé dans les institutions coloniales, profondément francophile, il gouverne dans une logique de compromis avec l'ancienne puissance tutélaire. Pendant une décennie, il maintient une stabilité relative, mais au prix d'un immobilisme politique et d'une dépendance économique accrue.

Les germes de la rupture sont déjà là. La jeunesse, les syndicats, les régions rurales marginalisées commencent à contester un pouvoir jugé déconnecté des réalités nationales. L'indépendance n'a pas apporté de changements structurels. Elle a seulement redonné une façade nationale à un système de gouvernance toujours soumis à des logiques extérieures.

### I.3 – 1960-1972 : les illusions perdues

La période 1960-1972 est celle d'un espoir rapidement déçu. Si l'indépendance avait nourri chez beaucoup l'attente d'un renouveau, elle s'est vite transformée en désillusion politique et sociale. L'État reste centralisé, peu inclusif, et largement contrôlé par une petite élite côtière, principalement issue de la sphère francophone et urbaine.

La croissance est faible, les inégalités s'accroissent, et les premières tensions ethno-régionales apparaissent. Le mécontentement grandit dans les universités, dans les zones rurales, chez les jeunes qui ne se reconnaissent pas dans le pouvoir en place.

En 1972, la rue fait tomber Tsiranaana. Ce n'est pas encore une révolution sociale, mais une **rupture politique majeure**. C'est le début d'une période transitoire, marquée par une série de régimes militaires, puis par l'arrivée au pouvoir de Didier Ratsiraka en 1975, qui inaugure un tournant vers le marxisme-léninisme. Le rêve d'un État plus juste, plus équitable, plus souverain renaît brièvement... avant d'être englouti par une autre forme de centralisme autoritaire.

### Conclusion de la partie I

Ces repères historiques permettent de poser les bases de l'analyse. L'indépendance n'a pas été fondatrice : elle n'a pas permis de refonder l'État, ni de réorganiser l'économie autour de l'intérêt collectif. Elle a été une transition incomplète, dans laquelle les structures coloniales ont été maintenues, parfois maquillées, mais rarement réformées.

Comprendre cette genèse est essentiel pour appréhender la suite. Car nombre des blocages contemporains – qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux – trouvent leur origine dans cette période charnière entre domination coloniale et indépendance inaboutie.

## PARTIE II – 65 ANS DE TRAJECTOIRE NÉGATIVE

### II.1 – Politique : instabilité chronique et centralisation autoritaire

L'histoire politique de Madagascar depuis 1960 est marquée par une instabilité cyclique, des alternances souvent forcées, et une centralisation progressive du pouvoir exécutif. Derrière les changements de constitution, les coups d'État, les transitions militaires et les élections parfois chaotiques, une constante demeure : l'incapacité des institutions à garantir la continuité démocratique et l'alternance pacifique.

La première rupture survient en 1972, avec la chute du président Tsiranaana sous la pression populaire, annonçant le début d'un long cycle de turbulences. Le pouvoir passe alors entre les

mains de militaires (Ramanantsoa, Ratsimandrava), avant l'émergence d'un régime socialiste autoritaire dirigé par Didier Ratsiraka de 1975 à 1991. En 1991, une transition démocratique donne lieu à une nouvelle constitution et à la première alternance par les urnes. Mais ce tournant reste fragile. Dès 2002, Madagascar est de nouveau plongé dans une crise post-électorale violente. En 2009, un coup d'État orchestré par Andry Rajoelina met fin au mandat de Marc Ravalomanana. Depuis, l'instabilité n'a jamais vraiment cessé.

Sur les 65 années écoulées, seuls quatre présidents ont été élus démocratiquement et ont exercé une partie de leur mandat dans un cadre constitutionnel stable. Le tableau suivant présente les chefs d'État élus, leur durée effective au pouvoir, et les interruptions éventuelles. Ce tableau permet de visualiser à quel point la démocratie malgache reste inaboutie et exposée aux crises de légitimité.

**Tableau – Présidents élus démocratiquement à Madagascar :**

| Nom                      | Début du mandat | Fin du mandat | Cause d'interruption    | Durée effectuée          | Durée restante |
|--------------------------|-----------------|---------------|-------------------------|--------------------------|----------------|
| Albert Zafy              | 27-03-1993      | 05-09-1996    | Destitution             | 3 ans, 5 mois, 9 jours   | 1 an, 6 mois   |
| Marc Ravalomanana        | 06-05-2002      | 17-03-2009    | Coup d'État             | 6 ans, 10 mois, 11 jours | 1 an, 1 mois   |
| Hery Rajaonarimampianina | 25-01-2014      | 07-09-2018    | Démission (candidature) | 4 ans, 7 mois, 13 jours  | 4 mois         |
| Andry Rajoelina          | 19-01-2019      | 10-09-2023    | Fin anticipée (intérim) | 4 ans, 7 mois, 22 jours  | 4 mois         |

Cette succession de ruptures démocratiques, souvent orchestrées par des coalitions d'intérêts économiques et militaires, a nourri un sentiment profond de défiance vis-à-vis des institutions. Comme le souligne l'article « *Madagascar : entre rêves démocratiques et concentration croissante du pouvoir* »<sup>1</sup>, le pays connaît une dynamique paradoxale : des élections régulières, mais une faible effectivité démocratique. Le suffrage universel devient un rituel vidé de sa substance quand les véritables centres de décision échappent au contrôle citoyen.

Ce déficit de légitimité est aggravé par une centralisation croissante des pouvoirs autour de la présidence. La logique hyper-présidentialiste, souvent justifiée par la nécessité de "stabilité", a contribué à affaiblir les contre-pouvoirs, à réduire le rôle du Parlement à une chambre d'enregistrement, et à marginaliser les collectivités locales. Cette concentration du pouvoir a également facilité la captation des ressources publiques par des réseaux politico-économiques bien implantés.

Le tableau des présidents élus montre clairement que même dans les moments d'apparente normalité institutionnelle, les mandats présidentiels sont souvent tronqués, interrompus ou écourtés. À cela s'ajoute la faiblesse du système judiciaire et l'absence d'indépendance des institutions de contrôle, qui empêche toute redevabilité réelle.

<sup>1</sup> <https://www.diapason.mg/madagascar-entre-reves-democratiques-et-concentration-croissante-du-pouvoir/>

Loin de constituer une exception africaine, Madagascar incarne une forme extrême de concentration du pouvoir et d'instrumentalisation de la démocratie. La suite de ce dossier explorera les impacts concrets de cette instabilité politique sur l'économie nationale, le tissu social et l'avenir du pays.

## II.2 – Économie : chute, stagnation, spoliation

### Une croissance sans transformation

La trajectoire économique de Madagascar depuis 1960 est celle d'une illusion entretenue : une croissance mesurée en chiffres, mais sans transformation structurelle du pays. L'économie reste fondée sur des bases fragiles : une agriculture de subsistance peu mécanisée, une industrie naissante dépendante de niches (textile, BPO), et un secteur extractif dominé par des multinationales opérant en vase clos.

À plusieurs reprises, des pics de croissance ont pu être observés, notamment dans les années 1990 et au début des années 2000. Mais ces performances conjoncturelles, souvent liées à l'arrivée d'investissements miniers ou à des réformes dictées par les bailleurs, n'ont jamais été le fruit d'un plan de développement cohérent et souverain. En réalité, l'économie malgache s'est construite comme une économie de rente périphérique, insérée dans des chaînes de valeur mondialisées sans levier réel sur la création de richesse nationale.

### La chute du pouvoir d'achat des citoyens

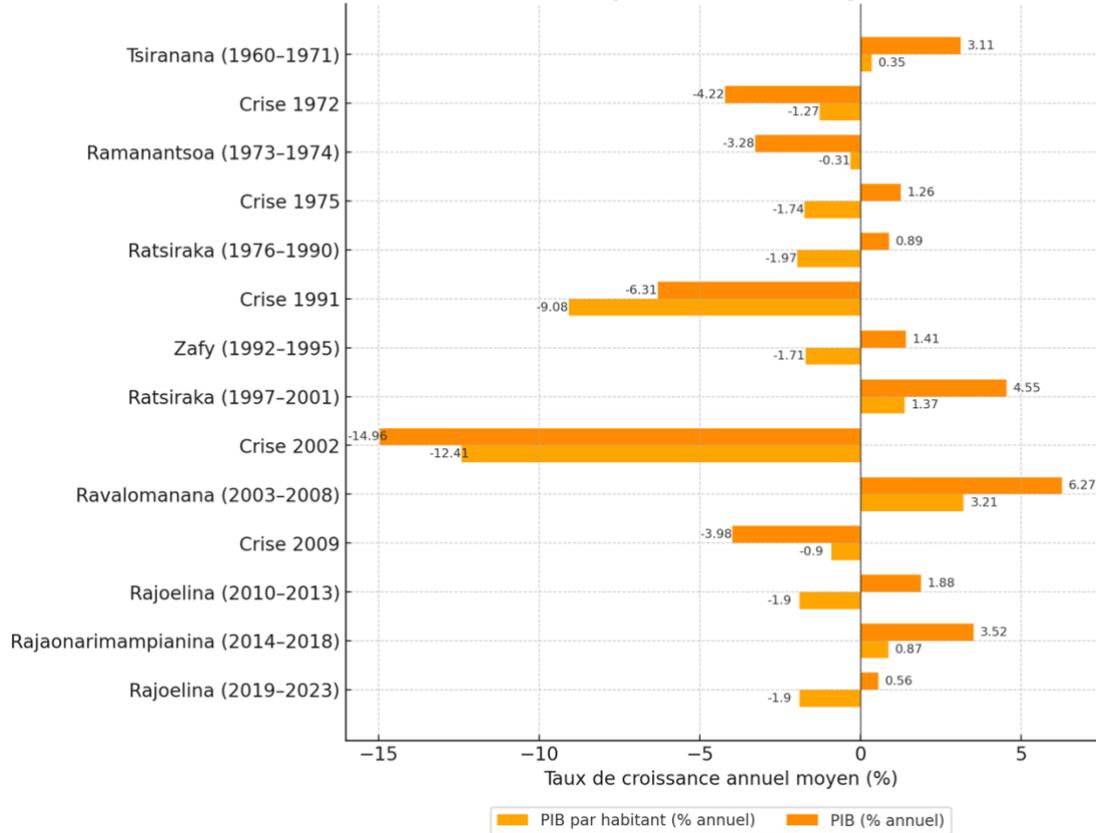
Le graphique **PIB - Présidents**<sup>2</sup> illustre la corrélation entre les épisodes politiques et les performances économiques globales. Mais un indicateur plus révélateur encore est celui du **PIB par habitant**, dont l'évolution entre 1971 et 2023 est particulièrement parlante : en 1971, un Malgache disposait en moyenne de 850 USD par an. En 2023, ce chiffre avoisine les 450 USD<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> <https://www.diapason.mg/its-all-part-of-growing-up-us/>

<sup>3</sup> <https://tradingeconomics.com/madagascar/gdp-per-capita>

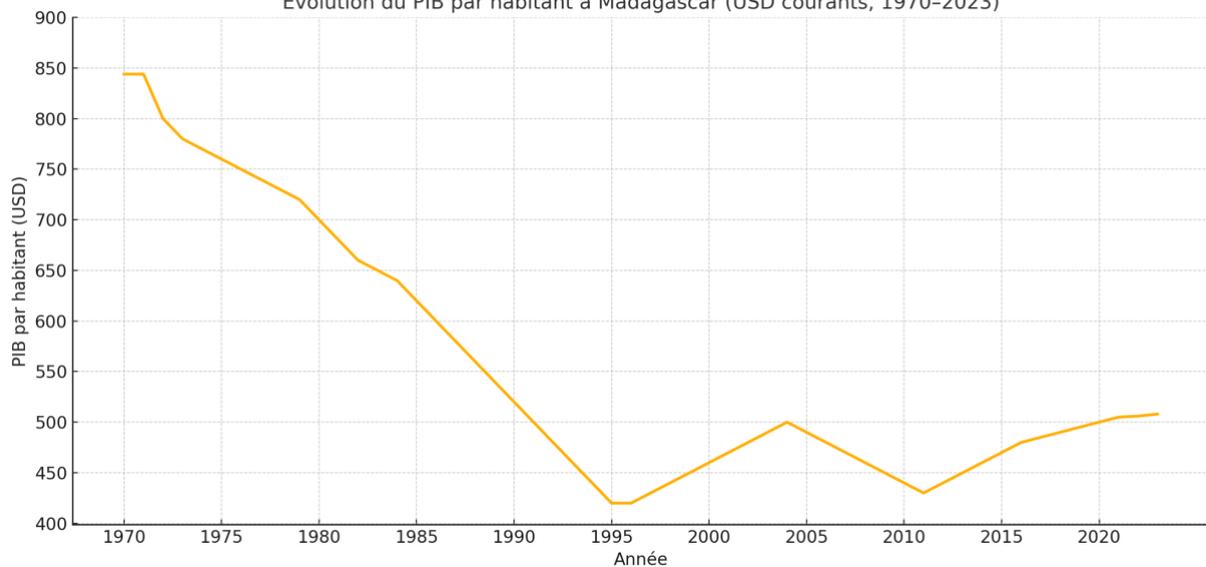
Taux de croissance annuel moyen du PIB à Madagascar (ordre chronologique)



**Autrement dit, le pouvoir d'achat moyen a été divisé par deux en un demi-siècle.**

Peu de pays au monde peuvent afficher une telle régression sur une aussi longue période. Ce phénomène s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs : une croissance démographique soutenue, une absence de montée en gamme de l'appareil productif, et surtout, une captation croissante des revenus par une minorité.

Évolution du PIB par habitant à Madagascar (USD courants, 1970-2023)

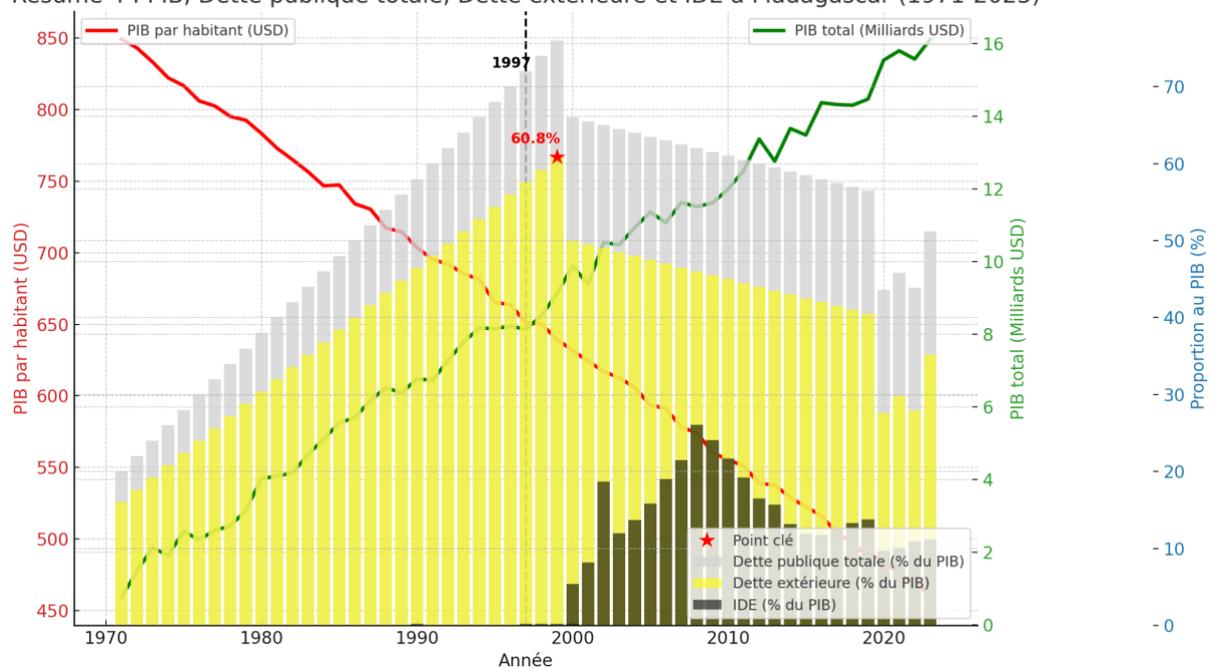


Cette dégradation continue du niveau de vie s'est accompagnée d'une précarisation massive des emplois, d'une informalisation de l'économie (près de 90 %), et d'un recul de la protection sociale. À Madagascar, travailler ne protège plus de la pauvreté : au contraire, l'économie informelle entretient un système de survie qui prive l'État de ressources fiscales tout en enfermant les citoyens dans une logique de subsistance.

## L'invisibilité des richesses : une économie fantôme

Le paradoxe est bien là : Madagascar est riche, mais les Malgaches sont pauvres. Ce constat, largement documenté dans l'article « **L'économie fantôme d'une nation spoliée** », révèle l'écart entre les flux économiques réels et les indicateurs visibles. De nombreuses activités productives, extraction minière, exportation de ressources halieutiques, services offshore, spéculation foncière, génèrent des milliards de revenus... mais ces revenus échappent en grande partie à l'économie domestique.

Résumé 4 : PIB, Dette publique totale, Dette extérieure et IDE à Madagascar (1971-2023)

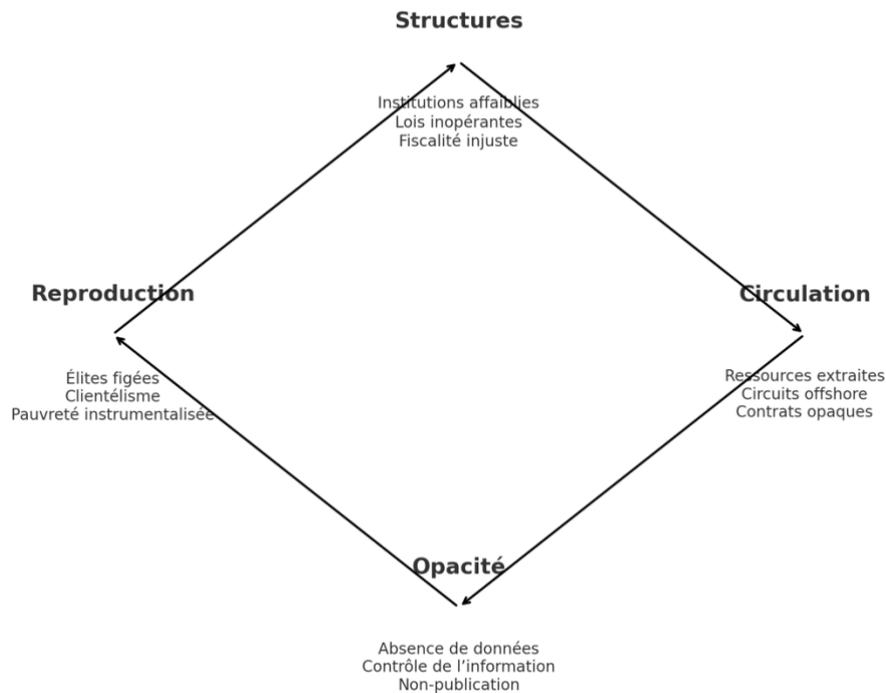


Le graphique, ci-dessus, combine l'analyse des **flux d'IDE<sup>4</sup>/dette publique**, et confirme cette tendance : le pays attire des capitaux, mais ne maîtrise ni leur orientation, ni leur redistribution. L'État capte peu de ces ressources à travers l'impôt, et les dispositifs de régulation restent faibles, voire inexistants. Cela a donné naissance à une **économie duale** : une façade visible, contrôlée, sous-financée ; et une zone grise, opaque, dominée par des réseaux d'intérêts privés.

Cette spoliation n'est pas accidentelle. Elle s'inscrit dans une logique systémique, documentée dans la **cartographie SCOR** (ci-dessous) de la gouvernance malgache : faiblesse des institutions fiscales, dépendance des régulateurs, absence de transparence sur les concessions minières, contrats opaques... Tout concourt à laisser les mains libres aux entreprises transnationales et à leurs relais locaux.

<sup>4</sup> NDLR : Investissement Direct à l'Étranger

## SCOR Mapping - Spoliation institutionnalisée à Madagascar



*Captation privée des ressources publiques par reproduction institutionnelle d'une opacité organisée.*

### Une richesse concentrée entre peu de mains

Le résultat de cette configuration est une concentration extrême de la richesse. Selon les données croisées de Diapason, une poignée de familles et de groupes privés contrôle les secteurs clés de l'économie : pétrole, télécoms, logistique, BTP, alimentation, finance, sécurité, médias. Certains disposent de **villas en Europe, de yachts luxueux, d'entreprises offshore**, tout en bénéficiant de marchés publics opaques à Madagascar.

Cette concentration économique s'accompagne d'une influence politique directe : **les élites économiques pilotent ou financent les campagnes électorales**, interviennent dans la rédaction des textes réglementaires, ou contrôlent discrètement des pans entiers de l'appareil sécuritaire.

Les frontières entre **secteur privé, pouvoir exécutif et réseaux d'enrichissement opaque** sont devenues de plus en plus floues. Ce brouillage systémique empêche toute concurrence loyale, affaiblit les contre-pouvoirs, et verrouille l'accès à la commande publique pour les opérateurs indépendants.

L'État devient, dans ce contexte, **un levier d'enrichissement privé**, plutôt qu'un garant de l'intérêt général.

| Nom / Groupe   | Estimation (M USD) | Secteurs principaux                    | Source (URL)  |
|----------------|--------------------|--|---|
| Groupe Axian   | > 2 500            | Télécoms, énergie, finance, immobilier | <a href="https://lexpress.mg/26/04/2025/axian-annonce-2-milliards-de-chiffre-daffaires/">https://lexpress.mg/26/04/2025/axian-annonce-2-milliards-de-chiffre-daffaires/</a> |
| Groupe SODIAT  | > 1 000            | BTP, hydrocarbures, immobilier, médias | <a href="https://diapason.mg/profilage/mamy-ravatomanga">https://diapason.mg/profilage/mamy-ravatomanga</a>   |
| Groupe FILATEX | > 900              | Immobilier, énergie, zones franches    | <a href="https://www.filatex.mg">https://www.filatex.mg</a>   |

|                        |       |                                    |   |
|------------------------|-------|------------------------------------|---|
| Groupe Galana          | > 800 | Hydrocarbures, logistique          | <a href="https://madagascar-tribune.com/Galana-et-la-supply-chain.html">https://madagascar-tribune.com/Galana-et-la-supply-chain.html</a> |
| Groupe SMTP / LPSA     | > 600 | Matériaux, mines, import-export    | <a href="https://smtpgroup.com">https://smtpgroup.com</a>   |
| Groupe Vidzar          | > 500 | Alcool, distribution, hôtellerie   | <a href="https://www.vidzar.mg">https://www.vidzar.mg</a>   |
| Groupe Henri Fraise    | > 400 | Engins, concession industrielle    | <a href="https://www.henrifraise.com">https://www.henrifraise.com</a>   |
| Groupe CFAO Madagascar | > 350 | Automobile, équipements, pharma    | <a href="https://www.cfaogroup.com">https://www.cfaogroup.com</a>   |
| Groupe U (Super U)     | > 300 | Distribution, grande consommation  | <a href="https://www.superu.mg">https://www.superu.mg</a>   |
| Groupe STAR / Castor   | > 250 | Boissons, agroalimentaire          | <a href="https://www.star.mg">https://www.star.mg</a>   |
| Groupe OTI             | > 200 | Travaux publics, bâtiment, routes  | <a href="https://www.oti.mg">https://www.oti.mg</a>   |
| Groupe Haycot          | > 180 | Logistique, import, transports     | <a href="https://haycot.mg">https://haycot.mg</a>   |
| Groupe First Immo      | > 160 | Immobilier de luxe, foncier urbain | <a href="https://firstimmomada.com">https://firstimmomada.com</a>   |
| Groupe Trano Mora      | > 140 | Matériaux, immobilier              | <a href="https://trano.mora.mg">https://trano.mora.mg</a>   |
| Groupe Mahazava        | > 120 | Mines artisanales, métaux précieux | <a href="https://diapason.mg/enquete/mahazava-exploitation-informelle">https://diapason.mg/enquete/mahazava-exploitation-informelle</a>   |

### Un système qui empêche l'émergence nationale

Enfin, cette économie ne laisse que peu de place à une classe moyenne productive, à l'innovation locale ou à l'investissement dans la formation. Le système économique malgache ne se contente pas de mal redistribuer : **il empêche les forces vives de monter en puissance**. Peu de financements pour les PME, une fiscalité dissuasive pour les opérateurs honnêtes, une absence de sécurité juridique...

Résultat : l'économie malgache est prise dans une **spirale d'appauvrissement structurel**, où chaque crise renforce les inégalités, et où les efforts des citoyens ne trouvent pas de débouchés viables. Le modèle reste extractif, tourné vers l'extérieur, et piloté par une logique de court terme.

## II.3 – Société : pauvreté massive, fragmentation, désespoir

### Une pauvreté structurelle enracinée

Malgré plus de six décennies de politiques publiques, de programmes d'aide et de réformes annoncées, **la pauvreté à Madagascar reste massive, multidimensionnelle et persistante**. Selon les estimations de la Banque mondiale, plus de **75 % des Malgaches vivent sous le seuil de pauvreté monétaire**, tandis que la pauvreté énergétique, éducative et nutritionnelle touche des pans encore plus larges de la population.

Cette pauvreté ne résulte pas d'une mauvaise saison agricole ou d'une crise conjoncturelle. Elle est **structurelle**, enracinée dans l'architecture même de l'économie et des institutions. Le travail n'est plus un levier d'émancipation, et l'éducation ne garantit plus ni mobilité sociale ni accès à l'emploi formel.

## Une société fragmentée, sans récit commun

Dans l'article « **Le choc des maux et le poids du silence : une société fragmentée** », Diapason propose une lecture croisée de la crise sociale malgache à travers deux prismes complémentaires : celui de l'éducation comme levier trahi et celui de la parole comme outil confisqué. La méthode **ICECAP** y est utilisée pour mettre en lumière l'écart entre les symptômes visibles (pauvreté, violence, inégalités) et les causes invisibles (méconnaissance, désinstitutionnalisation, perte de sens).

L'analyse croisée montre une société sans socle commun, où l'appartenance nationale est souvent vécue comme abstraite, voire dénuée de sens. L'école ne joue plus son rôle d'intégration, le service public n'inspire plus confiance, et les institutions ne parviennent plus à incarner une autorité légitime.

Voici le **tableau ICECAP** correspondant à l'analyse de la **fragmentation sociale à Madagascar**, structuré avec :

- Les **symptômes visibles** (niveau sociétal)
- Les **causes profondes invisibles**
- La **source primaire du dysfonctionnement**
- La **motivation humaine sous-jacente**
- Le **sujet déclencheur systémique**

| Partie visible         | Partie invisible            | Source primaire            | Motivation humaine | Sujet déclencheur                     |
|------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------|---------------------------------------|
| Absentéisme scolaire   | Désinstitutionnalisation    | Méconnaissance / Ignorance | Résignation        | Exclusion structurelle de la majorité |
| Violences sociales     | Pauvreté éducative          | Méconnaissance / Ignorance | Résignation        | Exclusion structurelle de la majorité |
| Migrations internes    | Absence de récit collectif  | Méconnaissance / Ignorance | Résignation        | Exclusion structurelle de la majorité |
| Sous-emploi            | Abandon de l'école publique | Méconnaissance / Ignorance | Résignation        | Exclusion structurelle de la majorité |
| Détresse psychologique | Isolement éducatif          | Méconnaissance / Ignorance | Résignation        | Exclusion structurelle de la majorité |

## Une réalité illustrée : nuage des maux visibles et invisibles

L'analyse ICECAP est accompagnée d'un **nuage de mots iceberg**, qui fait émerger deux couches de réalité sociale :

- **Au-dessus de l'eau** : insécurité, malnutrition, sous-emploi, détresse psychologique
- **Sous la surface** : abandon de l'école publique, normalisation de la débrouille, absence d'objectifs collectifs, isolement éducatif



## L'effondrement des services sociaux de base

Les données issues de la **Synthèse sur l'électrification** et des indicateurs croisés de la KB (Knowledge Base – Base de connaissance) montrent une défaillance chronique de l'État dans ses missions sociales fondamentales :

- **Énergie** : Taux d'accès à l'électricité inférieur à **27 %** au niveau national (et <10 % en zone rurale)
- **Éducation** : Taux de redoublement de plus de **25 %** au primaire ; faible taux de transition collège-lycée
- **Santé** : 1 médecin pour plus de 8 000 habitants ; taux d'accouchements médicalisés très bas dans certaines régions
- **Eau / assainissement** : Moins de 45 % de la population a accès à une eau potable fiable

Ces chiffres traduisent une absence d'investissement productif dans le savoir, la santé et les capacités humaines, qui condamne des générations entières à la précarité.

### Vers une société de la résignation ?

Ce panorama social dessine les contours d'une société qui s'habitue à sa propre vulnérabilité. La normalisation du dénuement, la banalisation de la débrouille, l'absence de perspectives d'ascension sociale nourrissent un climat de **résignation collective**, parfois masqué par des accès de colère spontanée ou des échappatoires individuelles (émigration, informalité, mysticisme).

Le danger est double : une **dépolitisation de la pauvreté**, perçue comme "naturelle", et une **fragmentation croissante** entre les différentes strates de la société, entre zones enclavées et grandes villes, entre ceux qui survivent et ceux qui captent.

## PARTIE III – LA STRUCTURE QUI BLOQUE

### III.1 – Un système de spoliation bien huilé

#### Un processus d'enrichissement organisé autour de l'État

Depuis plus de soixante ans, Madagascar ne souffre pas tant d'un manque de ressources que d'un **mode de redistribution systématiquement biaisé**. L'État, au lieu d'être le garant de l'intérêt général, a souvent servi de **vecteur de captation privée des ressources publiques**. Ce processus ne relève ni de l'accident, ni de la seule corruption individuelle. Il s'agit d'un **système de spoliation bien huilé**, régi par des mécanismes récurrents, structurés, reproduits de génération en génération.

#### Le SCOR Mapping : lecture systémique de la spoliation

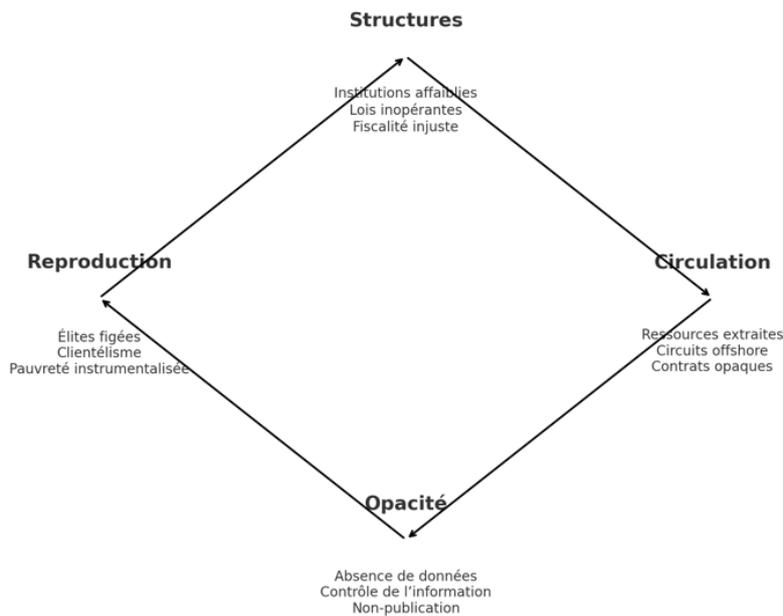
Pour comprendre ce système, le Think Tank Diapason propose une grille d'analyse baptisée **SCOR**, qui décrit les quatre piliers du mécanisme de spoliation :

| Sigle | Pôle         | Fonction dans le système de spoliation                      |
|-------|--------------|---|
| S     | Structures   | Institutions affaiblies, lois inopérantes, centralisation   |
| C     | Circulation  | Richesses détournées, flux opaques, offshore                |
| O     | Opacité      | Absence de transparence, censure, non-publication           |
| R     | Reproduction | Héritage élitair, clientélisme, instrumentalisation sociale |

*Mécanisme central :*

**“Captation privée des ressources publiques par reproduction institutionnelle d’une opacité organisée.”**

#### SCOR Mapping - Spoliation institutionnalisée à Madagascar



*Captation privée des ressources publiques par reproduction institutionnelle d’une opacité organisée.*

### Les flux de rente : du trésor public aux poches privées

Le schéma SCOR révèle comment les flux de rente, notamment issus des ressources naturelles, des marchés publics, des concessions foncières et minières, ou encore de l’aide internationale, sont détournés de leur fonction publique au profit de réseaux privés liés au pouvoir. Le processus peut être synthétisé ainsi :

1. **Extraction de la richesse** (ressources minières, foncier, marchés publics, aides)
2. **Passage par les institutions de collecte ou de régulation** (Trésor, ministère, Agences)
3. **Réorientation ou dilution** dans des circuits parallèles :
  - Sociétés écrans
  - Exonérations opaques
  - Offshores ou paradis fiscaux
  - Fausse facturation
4. **Redistribution ciblée :**
  - Réseaux politiques (financement de campagnes)
  - Milieux d’affaires proches du pouvoir

- Enrichissement patrimonial et sécuritaire

### Exemples concrets

- **Cas des hydrocarbures** : importations gérées par un cartel restreint, surfacturation, exonérations, réseaux logistiques privés.
- **Mines** : flux déclarés < flux extraits ; absence d'étude d'impact publiée ; concessions attribuées sans appel d'offre.
- **Concessions foncières** : spéculation immobilière autour des zones franches, revente illégale de terres à bail emphytéotique.
- **Aide internationale** : plus de 70 % de certains budgets sectoriels proviennent de l'extérieur, mais les résultats restent invisibles faute de traçabilité réelle.

### Conséquences : État appauvri, élites enrichies

Ce système a trois conséquences majeures :

- L'appauvrissement de l'État : recettes fiscales faibles, dette publique croissante, dépendance extérieure accrue.
- L'enrichissement rapide d'une minorité : fortunes individuelles en hausse (voir Top 15), biens de luxe, investissements à l'étranger.
- La déconnexion entre richesse du pays et niveau de vie du peuple : Madagascar reste perçu comme pauvre, alors qu'il génère chaque année des milliards de dollars... **qui ne profitent pas à sa population.**

## III.2 – L'État en otage

### Des institutions sans autonomie réelle

La République malgache est, en théorie, fondée sur la séparation des pouvoirs. Mais dans la pratique, les **institutions publiques sont largement dépendantes de l'exécutif**, voire directement instrumentalisées par lui. Le Parlement est souvent réduit à une chambre d'enregistrement. La justice manque cruellement d'indépendance et de moyens. Les organes de contrôle (Inspection générale de l'État, SAMIFIN, Bianco) sont soit marginalisés, soit soumis à des injonctions politiques.

Ce **manque d'autonomie institutionnelle** empêche la mise en œuvre de politiques publiques stables, de véritables réformes structurelles, ou de mécanismes de redevabilité. L'État devient alors une **coquille vide**, utilisée comme levier d'enrichissement, de propagande ou de répression, selon les besoins du moment.

### Colonisation interne par les élites politico-économiques

Ce que révèle l'analyse croisée des institutions (cf. **Les 3 pouvoirs**), c'est que l'État est **colonisé de l'intérieur** par des élites qui se servent de l'appareil public comme d'un **outil de prédation**. Ces élites occupent des positions clés dans les ministères, les agences, les directions générales, ou les organes de passation de marchés. Elles contrôlent également les flux financiers, les recrutements, les nominations et les autorisations.

Ce phénomène s'observe à plusieurs niveaux :

- Les ministères sont souvent dirigés par des personnalités liées à des groupes privés.
- Les marchés publics sont attribués à des sociétés appartenant à des proches du pouvoir.
- Les agents publics sont soumis à des logiques clientélistes, avec peu de garanties de neutralité.
- Les textes juridiques sont rédigés dans l'intérêt de certains acteurs dominants.

### Des exemples de capture institutionnelle (illustrés et sourcés)

Ces exemples sont extraits de l'analyse des articles Diapason :

| Institution / secteur                | Exemple concret de capture   | Source (KB)   |
|--------------------------------------|--|---|
| <b>EDBM (Guichet unique)</b>         | Délivrance prioritaire d'agrément à des groupes proches du pouvoir (ex. : sociétés filiales d'Axian, Filatex ou SODIAT) alors que de nombreuses PME locales restent bloquées par des lenteurs administratives  | Articles - Diapason : « Cartographie économique des communautés »   |
| <b>Zones franches</b>                | Les exonérations fiscales prolongées indéfiniment sans publication d'évaluation, notamment pour certaines usines textiles détenues par des étrangers ou des élites locales. Exemple : zone Galaxy Andraharo  | Articles - Diapason : « L'économie fantôme d'une nation spoliée »   |
| <b>Cadastre minier</b>               | Non-publication des concessions minières dans la région de Betsiaka, permettant à des exploitants informels puissants de contrôler des zones entières sans traçabilité   | Enquêtes terrain Diapason   |
| <b>Bianco</b>                        | Lutte contre la corruption instrumentalisée à des fins politiques : des personnalités proches du pouvoir échappent systématiquement à toute poursuite, alors que certains opposants voient leurs dossiers traités en priorité (sélectivité stratégique)            | Articles - Diapason : « Madagascar : entre rêves démocratiques et concentration du pouvoir »                  |
| <b>Organisme des marchés publics</b> | Procédures d'urgence utilisées de façon abusive pour contourner les appels d'offres, notamment dans le cadre des projets de réhabilitation post-cyclone. Exemples cités dans les régions Atsinanana et Diana (routes et ponts attribués sans appel d'offre public) | Données compilées dans « Gouvernance » et Synthèse marchés publics 2023                                       |
| <b>Ministère des Finances</b>        | Attribution directe de lignes budgétaires à des projets présidentiels sans débat parlementaire, notamment à travers le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) ou les projets « présidentiels structurants » (ex : Colisée de Manjakamiadana)             | KB - Analyse du budget 2022-2023 + Article Diapason : « Madagascar, puissance discrète de la mondialisation » |
| <b>Communication publique</b>        | Les médias d'État sont mobilisés pour couvrir exclusivement les actions présidentielles, tandis que la HCC (Haute Cour Constitutionnelle) valide des décrets présidentiels sans contrôle de constitutionnalité réel  | Analyse des articles Diapason   |

### Un État faible... ou stratégiquement affaibli ?

La question n'est plus de savoir si l'État est faible, mais s'il est délibérément affaibli. Car cette faiblesse n'est pas le fruit du hasard : elle **profite à ceux qui peuvent fonctionner en dehors des règles**, contourner les procédures, ou imposer leurs propres normes.

En affaiblissant les institutions, on renforce les réseaux. En affaiblissant les règles, on renforce les rapports de force. En affaiblissant l'État, on renforce la dépendance du peuple.

### III.3 – Où sont les contre-pouvoirs ?

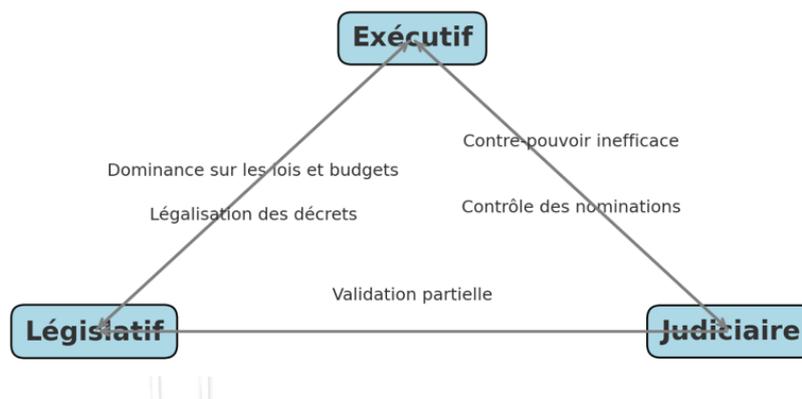
Voici le schéma illustrant les imbrications des trois pouvoirs à Madagascar :

- **Exécutif** domine et influence
- **Législatif** vote des lois majoritairement issues de l'exécutif
- **Judiciaire** peu indépendant, contrôlé dans ses nominations

Voici le schéma illustrant les imbrications des trois pouvoirs à Madagascar :

- **Exécutif** domine et influence
- **Législatif** vote des lois majoritairement issues de l'exécutif
- **Judiciaire** peu indépendant, contrôlé dans ses nominations

#### Imbrication des Trois Pouvoirs à Madagascar



#### Des institutions constitutionnelles marginalisées

Sur le papier, la Constitution malgache prévoit l'existence de plusieurs contre-pouvoirs : Parlement bicaméral, Haute Cour Constitutionnelle (HCC), Cour des comptes, Bianco, CNIDH, SAMIFIN, etc. Dans les faits, ces institutions sont dépendantes financièrement, politiquement ou structurellement de l'exécutif. Leurs dirigeants sont souvent nommés directement par le Président ou avec son aval, ce qui en réduit considérablement l'autonomie.

- Le **Parlement** vote des lois issues de l'exécutif, sans révision substantielle.
- La **HCC** valide des textes contraires à l'esprit de la loi fondamentale.
- La **Cour des comptes**, sous-financée, publie peu ou tardivement ses rapports.
- Le **Bianco** ou le **SAMIFIN** sont soit neutralisés, soit utilisés comme instruments à géométrie variable.

*Exemple documenté* : en 2023, la HCC valide un décret de nomination d'un président de la République par intérim sans débat public ni contrepoids institutionnel.

En 2023, la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) de Madagascar a pris plusieurs décisions clés concernant la vacance de la présidence de la République et la désignation d'un président par intérim, suscitant des débats sur le respect des procédures constitutionnelles.



### Démission du président et intérim gouvernemental

Le 9 septembre 2023, le président Andry Rajoelina a démissionné pour se porter candidat à sa réélection, comme l'exige la Constitution. Conformément à l'article 46 alinéa 2 de la Constitution, le président du Sénat, Herimanana Razafimahefa, aurait dû assurer l'intérim. Cependant, il a renoncé à cette fonction pour des raisons personnelles. La HCC a alors constaté la vacance de la présidence et désigné le gouvernement pour exercer collégalement les fonctions de chef de l'État par intérim<sup>5</sup>.

### Élection d'un nouveau président du Sénat et demande d'application de l'article 46

Le 13 octobre 2023, Richard Ravalomanana a été élu président du Sénat. Il a saisi la HCC pour demander l'application de l'article 46 alinéa 2 de la Constitution, afin d'exercer les fonctions de chef de l'État par intérim. La HCC a examiné cette requête et, par sa décision n°19-HCC/D3 du 27 octobre 2023, a statué sur la mise en œuvre de cet article<sup>6</sup>. Ces décisions ont été prises conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur. Toutefois, elles ont suscité des discussions sur la transparence et la légitimité des processus institutionnels à Madagascar.

### Une société civile dynamique... mais étouffée

La société civile malgache est riche, diverse, mobilisée, mais elle reste fragmentée, sous-financée, et souvent menacée lorsqu'elle franchit certaines lignes rouges.

<sup>5</sup> <https://droit-et-politique-en-afrique.info/wp-content/uploads/2023/10/Decision-de-la-Haute-Cour-Constitutionnelle-du-9-septembre-2023-sur-la-demission-du-President-candidat-a-sa-succession-et-linterim-de-la-Presidence-de-la-Republique.pdf>

<sup>6</sup> <https://www.primature.gov.mg/index.php/2023/09/10/decision-n12-hcc-d3-du-9-septembre-2023/>

- Les ONG environnementales se heurtent aux multinationales minières et à leurs relais politiques.
- Les associations de journalistes dénoncent régulièrement des intimidations, coupures d'accès, ou pressions financières.
- Les organisations citoyennes locales sont actives dans les quartiers ou les zones rurales, mais peu relayées dans les sphères décisionnelles.

*Exemple documenté* : en 2021, une coalition d'ONG dénonçant les conditions d'exploitation aurifère à Betsiaka subit des menaces, et plusieurs membres doivent être exfiltrés.

### Des médias sous influence croissante

Le paysage médiatique malgache connaît une polarisation dangereuse. Une part croissante des radios, télévisions et journaux est détenue ou financée par des acteurs politiques ou économiques proches du pouvoir. Cela crée une illusion de pluralité, mais masque une homogénéisation des récits dominants.

- Les journalistes indépendants subissent des menaces, des poursuites en diffamation ou des pressions fiscales.
- L'aide publique à la presse est distribuée de manière sélective.
- Les campagnes électorales sont dominées par les médias proches des régimes en place.

*Exemple documenté* : la chaîne Viva, propriété de l'ancien président Rajoelina, bénéficie de privilèges d'accès et d'allocation de fréquence que d'autres chaînes privées n'obtiennent pas.

### Une justice sans garantie d'indépendance

La **justice reste le maillon faible** du triptyque républicain. Les magistrats, souvent mal payés, dépendent du ministère pour leurs carrières et leurs affectations. Les instructions sensibles sont fréquemment gelées, ralenties, ou abandonnées. La corruption au sein du système judiciaire est reconnue... mais rarement poursuivie.

*Exemple documenté* : aucun responsable de haut rang impliqué dans des scandales de marchés publics ou de fuite de ressources minières n'a été condamné de manière effective entre 2010 et 2023<sup>7</sup>.

#### 1. Jean Ravelonarivo – Ancien Premier ministre (2015–2016)

- **Faits reprochés** : Détournement de fonds publics via des contrats frauduleux avec la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNAPS).
- **Condamnation** : En septembre 2021, condamné à 5 ans de prison ferme et à verser 6 milliards d'ariary de dommages et intérêts.
- **Suite** : Il a fui Madagascar peu après sa condamnation et s'est réfugié en Suisse.

---

<sup>7</sup> <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190826-madagascar-nouvelle-affaire-detournement-fonds>

## 2. Romy Andrianarisoa – Ancienne directrice de cabinet du président Andry Rajoelina

- **Faits reprochés** : Tentative de corruption en sollicitant des pots-de-vin auprès de la société minière Gemfields en échange de licences d'exploitation à Madagascar.
- **Condamnation** : En mai 2024, condamnée à 3 ans et demi de prison par un tribunal londonien.

## 3. Affaire de la JIRAMA – Compagnie nationale d'électricité et d'eau

- **Faits reprochés** : Détournement de deniers publics, favoritisme et abus de fonction dans le cadre de l'acquisition de groupes électrogènes.
- **Enquête** : Le BIANCO a mis en lumière un mode opératoire bien rodé d'abus de fonction et de détournement des deniers publics.
- **Suite** : Les enquêtes sont en cours, mais aucune condamnation définitive n'a été rapportée à ce jour.

## 4. Secteur aurifère – Trafic et exportations illégales d'or

- **Constat** : Malgré la mise en place d'un guichet unique d'exportation, la filière aurifère reste gangrenée par les trafics.
- **Chiffres** : En 2024, seulement 12 kg d'or ont été exportés légalement via le guichet unique, tandis qu'environ une tonne d'or sort clandestinement de Madagascar chaque mois.
- **Conséquence** : Aucune poursuite judiciaire notable contre des hauts responsables n'a été signalée.

## 5. Marchés publics à Antsiranana – Corruption et favoritisme

- **Faits reprochés** : Conflit d'intérêt, favoritisme, faux et usage de faux dans la passation de marchés publics.
- **Enquête** : Huit personnes ont été poursuivies, mais ont obtenu la liberté provisoire en attendant leur jugement.
- **Suite** : Aucune condamnation définitive n'a été rapportée à ce jour.

Ces exemples illustrent les défis persistants en matière de lutte contre la corruption à Madagascar, notamment l'impunité de certains hauts responsables et la difficulté à traduire en justice les auteurs de détournements de fonds publics.

### La rue comme ultime recours

Faute de contre-pouvoirs institutionnels effectifs, **le seul espace de contestation reste souvent la rue**. Les mouvements sociaux, étudiants, syndicaux ou communautaires surgissent régulièrement... mais sont souvent réprimés.

- Manifestations interdites pour des motifs sécuritaires
- Arrestations préventives de leaders syndicaux ou communautaires
- Utilisation des forces de sécurité pour dissuader la mobilisation

*Exemple documenté* : en 2022, un rassemblement pacifique contre l'augmentation des prix du carburant est violemment dispersé à Antananarivo, avec plusieurs arrestations arbitraires. (Source : **Rapport CNIDH + presse indépendante**)

## PARTIE IV – MADAGASCAR EN 2025

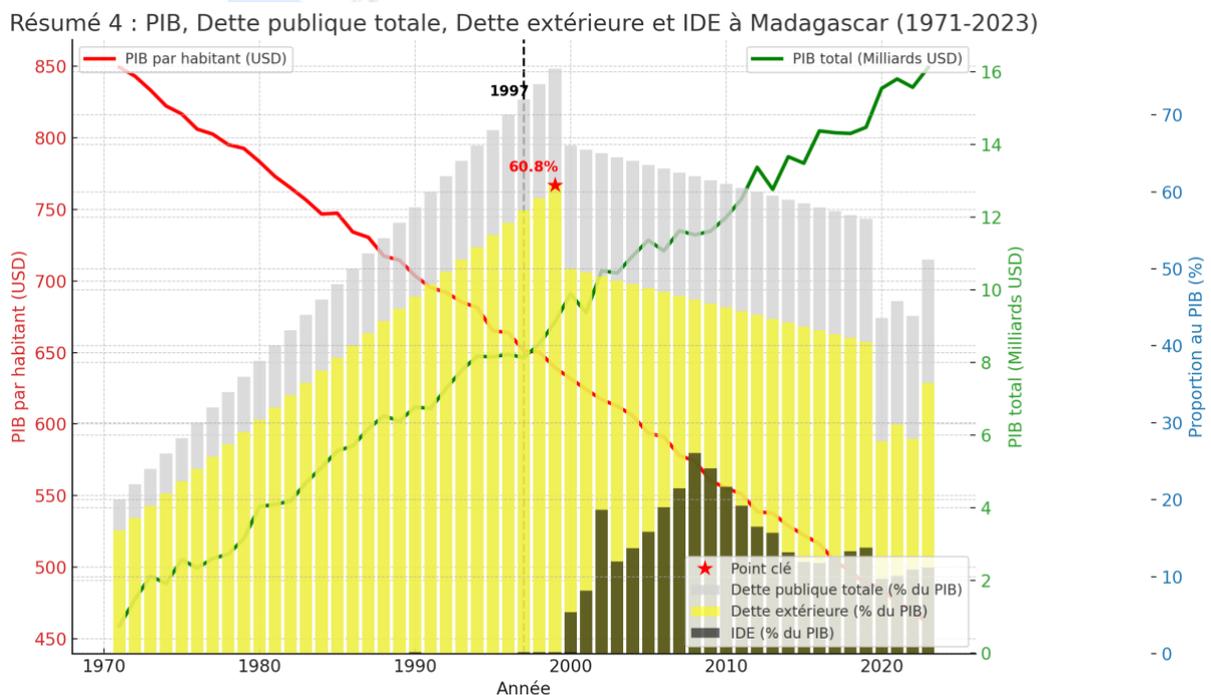
### IV.1 – Indicateurs objectifs : Madagascar en 2025

#### Une photographie en chiffres : où en est Madagascar ?

Pour évaluer la situation actuelle de Madagascar, il est nécessaire de se fonder sur des indicateurs objectifs, mesurables et comparables. En 2025, plusieurs signaux permettent de dresser un état des lieux économique et social sans appel.

Le graphique **Résumé 4** (PIB, dette, IDE) montre de façon saisissante la **décorrél**ation entre le PIB total, le PIB par habitant, et l'évolution de la dette publique :

- **PIB par habitant** : < 500 USD (divisé par deux depuis 1971)
- **PIB total** : Croissance modérée mais concentrée (14 à 15 milliards USD)
- **Dette publique** : > 60 % du PIB, seuil critique atteint à nouveau
- **Flux IDE** : faibles (< 2 % du PIB), essentiellement concentrés dans l'extractif



#### Comparaison régionale – Où se situe Madagascar en Afrique ?

##### 1. Investissements directs étrangers (IDE)

| Pays       | IDE (% du PIB – 2023) | Secteurs dominants     |
|------------|-----------------------|------------------------|
| Seychelles | 14,2 %                | Tourisme, finance, TIC |
| Mozambique | 10,1 %                | Mines, hydrocarbures   |

| Pays              | IDE (% du PIB – 2023) | Secteurs dominants          |
|-------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Maurice           | 5,3 %                 | Finance, BPO, immobilier    |
| Rwanda            | 4,1 %                 | TIC, industrie, agriculture |
| <b>Madagascar</b> | 1,7 %                 | Mines, textile              |

→ Madagascar attire peu d'IDE en comparaison régionale, malgré ses ressources. Cela s'explique par l'instabilité institutionnelle, l'opacité réglementaire, et la faiblesse des infrastructures.

## 2. Accès à l'électricité

| Pays              | Taux d'accès total (%) | Taux en zone rurale (%) |
|-------------------|------------------------|-------------------------|
| Maurice           | 100 %                  | 100 %                   |
| Rwanda            | 70 %                   | 53 %                    |
| Sénégal           | 76 %                   | 55 %                    |
| Kenya             | 82 %                   | 63 %                    |
| <b>Madagascar</b> | 27 %                   | < 10 %                  |

→ L'un des plus faibles taux d'accès à l'électricité du continent, alors que le pays possède plus de 400 sites hydroélectriques potentiels identifiés.

## 3. Endettement public

| Pays              | Dettes publiques (% PIB – 2023) | Trajectoire récente                |
|-------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| Maurice           | 78,9 %                          | Tendance stable                    |
| Mozambique        | 103 %                           | Crise de soutenabilité             |
| Rwanda            | 66,4 %                          | Fort endettement ciblé             |
| Seychelles        | 64,5 %                          | Redressement post-Covid            |
| <b>Madagascar</b> | 60,8 %                          | Augmentation constante depuis 2019 |

→ Madagascar reste dans une zone de risque : la dette publique augmente, sans résultats visibles pour la majorité de la population.

## Ce que révèlent ces chiffres

1. **Madagascar décroche** de plus en plus des trajectoires de développement observées dans les pays comparables de la région.
2. **L'attractivité économique est en berne**, malgré une richesse naturelle et humaine abondante.
3. **Les politiques publiques ne produisent pas de transformation structurelle**, ni sur les infrastructures, ni sur la redistribution.
4. **L'endettement extérieur** finance essentiellement des projets à faible retour productif ou à visibilité politique immédiate.
5. **Le pouvoir d'achat ne suit pas** : en dépit de la croissance nominale du PIB, la majorité de la population s'enfonce dans la précarité.

## IV.2 – Le monde voit un eldorado, les Malgaches vivent un désert

### Une richesse qui saute aux yeux... à l'extérieur

Aux yeux du monde, Madagascar est un territoire d'opportunités. Les indicateurs de potentiel sont nombreux :

- **Ressources minières abondantes** : nickel, cobalt, ilmenite, graphite, or
- **Biodiversité unique au monde** : plus de 80 % des espèces sont endémiques
- **Main-d'œuvre jeune et peu coûteuse** : avantage compétitif en textile, BPO
- **Énergie renouvelable sous-exploitée** : 400 sites hydroélectriques identifiés
- **Position géostratégique dans l'océan Indien** : zone de transit maritime majeure

Ces éléments nourrissent un imaginaire d'eldorado économique, renforcé par les communications des institutions financières, les banques de développement et les investisseurs internationaux.

« Madagascar est l'un des pays à plus fort potentiel de croissance inclusive en Afrique » - AFD, 2023

« Un géant vert pour le carbone, un paradis bleu pour les océans » - ONU Environnement

### Mais une misère ressentie de l'intérieur

À rebours de ces récits, la majorité des Malgaches ne perçoit ni ne profite de cette richesse. Le quotidien est marqué par :

- **Une pauvreté endémique** : 4 enfants sur 5 en situation de malnutrition chronique dans certaines régions (INSTAT 2022)
- **Un accès limité aux services de base** : électricité, eau potable, soins de santé
- **Un territoire fragmenté** : routes impraticables, enclavement, disparités régionales
- **Une éducation appauvrie** : taux d'abandon scolaire élevé, qualité en baisse
- **Un sentiment d'injustice profond** : perception généralisée d'un État absent ou complice

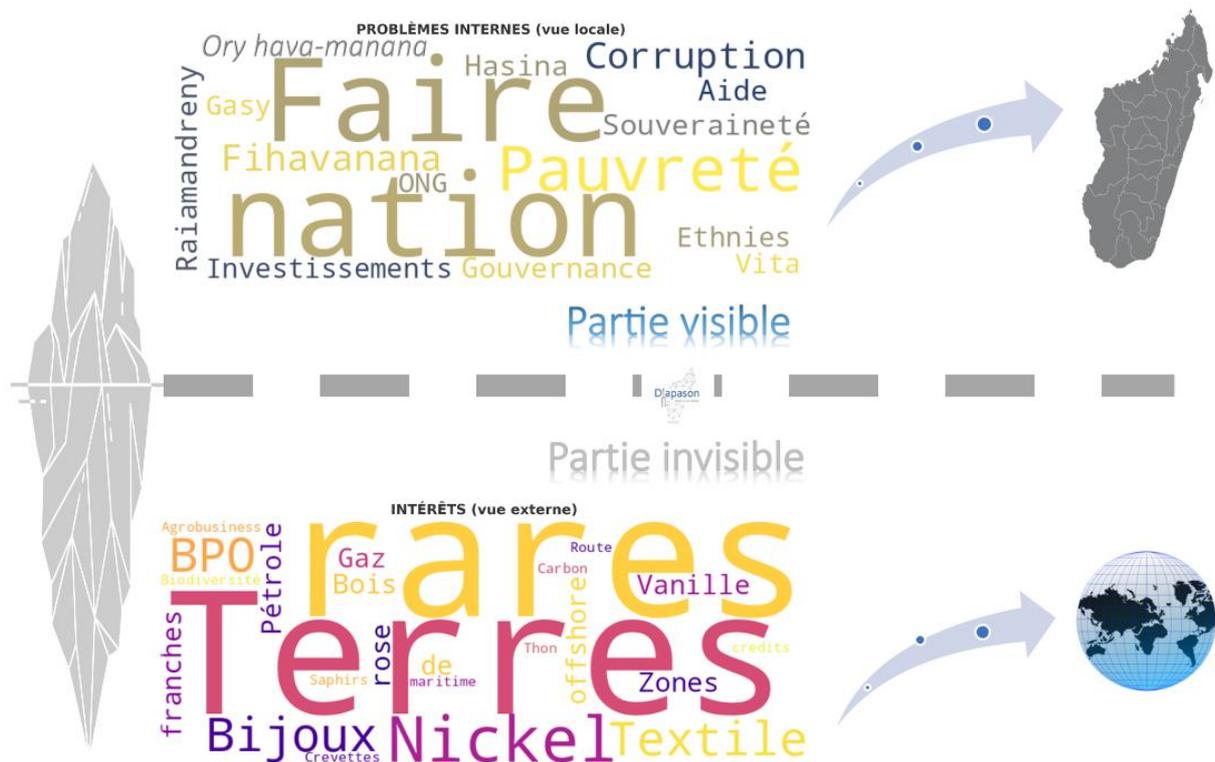
La promesse d'une nation en mouvement reste invisible pour une grande partie de la population.

### L'iceberg inversé : un modèle explicatif

Le Think Tank Diapason propose, dans l'article « **L'iceberg inversé - ce que le monde voit, ce que le Malgache ignore** », une lecture pédagogique de ce décalage :

Ce que le monde valorise (le dessous de l'iceberg) est **invisible pour la majorité des Malgaches**, tandis que ce que les Malgaches subissent (le dessus) est **porté aux yeux du monde extérieur**.

| Dessous de l'iceberg (invisible à l'intérieur) | Dessus de l'iceberg (visible à l'extérieur)       |
|--|---|
| Ressources naturelles exportées                | Population appauvrie                              |
| Zones franches industrielles modernes          | Jeunes sans emploi                                |
| Communication institutionnelle                 | Opacité budgétaire                                |
| Statistiques de croissance                     | Effondrement du pouvoir d'achat                   |
| Discours de transition énergétique             | Dépendance au pétrole et aux groupes électrogènes |
| Mégaprojets « présidentiels »                  | Détournements de fonds, absence de services       |



## Les mécanismes d'invisibilité systémique

L'analyse ICECAP a mis en évidence plusieurs mécanismes qui entretiennent cette illusion :

1. **Narration institutionnelle orientée vers l'extérieur** : les discours présidentiels, les plans stratégiques (PEP, EMPT), et les présentations aux bailleurs de fonds occultent les failles internes.
2. **Canalisation des flux économiques hors du circuit national** : les profits miniers, BPO, ou halieutiques sont exportés sans bénéficier au budget national.
3. **Contrôle de l'information** : les chiffres de la pauvreté sont parfois lissés ou rendus inaccessibles ; les médias publics occultent les critiques.
4. **Marginalisation des corps intermédiaires** : syndicats, universités, communautés rurales n'ont pas accès aux espaces de décision.
5. **Absence de débat national structurant** : les priorités de développement sont définies sans réelle consultation, souvent sur injonction extérieure.

## Un consentement fabriqué, un imaginaire confisqué

Le paradoxe le plus marquant reste le consentement implicite d'une grande partie de la population, malgré la violence économique du système :

- Le fihavanana (harmonie sociale) est instrumentalisé pour dissuader la révolte.
- Le manque d'accès à l'information structure l'ignorance collective.
- Le récit de la réussite individuelle (proximité au pouvoir, migration, débrouille) remplace l'idée de justice collective.
- La normalisation de la pauvreté empêche toute indignation structurée.

**Madagascar est riche, mais les Malgaches sont tenus dans l'ignorance de cette richesse. L'injustice est réelle, mais la prise de conscience reste morcelée.**

## PARTIE V – TRAJECTOIRE D'ESPOIR ?

### V.1 – Quelles ruptures nécessaires ?

#### Une rupture avec les simulacres : mettre fin à l'État-vitrine

Pendant 65 ans, Madagascar a évolué dans un système hybride : des institutions républicaines sans autonomie réelle, une démocratie sans alternance effective, un développement sans redistribution. Ce que les documents du Think Tank Diapason qualifient d'État-vitrine : une façade de modernité institutionnelle cachant une réalité de spoliation, d'opacité et d'inefficacité.

Pour rompre cette spirale, il faut des ruptures **structurelles** – pas des ajustements techniques, ni des promesses conjoncturelles. Ces ruptures doivent s'ancrer dans deux champs fondamentaux :

#### **1. RÉFORMER LE SOCLE INSTITUTIONNEL : POUR UN ÉTAT DIGNE, REDEVABLE ET ÉCLAIRÉ**

##### *a. Restaurer la transparence fiscale et budgétaire*

- **Rendre public le cadastre minier, foncier et forestier**
- **Publier en temps réel l'exécution budgétaire et les marchés publics**
- **Instaurer une plateforme citoyenne de contrôle des finances publiques**

*Proposition de Diapason : adopter une loi de « traçabilité citoyenne » obligatoire sur tout projet financé par des fonds publics ou bailleurs*

##### *b. Encadrer les élites par le droit et l'exemplarité*

- **Obligation de déclaration de patrimoine avant et après mandat**
- **Sanction pénale et politique pour les auteurs d'enrichissement injustifié**
- **Interdiction pour les élus de gérer directement des entreprises liées aux marchés publics**

*Proposition de « contrôle citoyen des élites » : les hauts fonctionnaires et élus doivent publier leur feuille d'impôt, leurs sociétés et leurs contrats*

*c. Refonte des institutions de contrôle*

- **Renforcement de l'indépendance du Bianco, SAMIFIN, Cour des comptes**
- **Nomination des dirigeants sur concours public, à l'abri du pouvoir exécutif**
- **Dotation directe depuis le budget national (et non par arbitrage présidentiel)**

*Recommandation du dossier Indépendance : créer une « Haute Autorité de la Représentativité et de l'Éthique » indépendante, dotée de pouvoirs de saisine et d'injonction.*

## **2. CHANGER DE PARADIGME SOCIAL : VALORISER LE SAVOIR, L'EFFORT ET L'INVESTISSEMENT LOCAL**

*a. Refonder l'école publique comme socle national*

- **Investissement massif dans l'éducation de base et technique**
- **Revalorisation du métier d'enseignant (formation + salaires décents)**
- **Inscription des savoirs locaux dans les programmes scolaires**

*Article « Le choc des maux »<sup>8</sup> : l'école malgache est devenue un outil de reproduction sociale. Elle doit redevenir un levier d'émancipation.*

*b. Encourager la production locale et la souveraineté économique*

- **Créer un Fonds d'investissement citoyen alimenté par une taxation sur les exportations minières**
- **Inciter fiscalement les entreprises à investir dans les régions enclavées**
- **Soutenir les circuits courts (agroécologie, coopératives rurales, textile local)**

*Article « L'économie fantôme d'une nation spoliée »<sup>9</sup> : l'investissement local est découragé, tandis que l'extraction et l'exonération sont subventionnées.*

*c. Refonder le récit collectif : du fatalisme au projet national*

- **Lancer un grand débat national sur les valeurs républicaines**
- **Rendre obligatoire l'enseignement de l'histoire contemporaine de Madagascar**
- **Créer un Institut National du Récit et des Droits Collectifs (INARDC)**

*Constat récurrent : « Ce qui nous manque le plus n'est pas l'argent. C'est l'envie commune d'être un peuple ». (Joan Razafimaharo, Diapason)*

### **Conclusion de la section**

La rupture dont Madagascar a besoin ne viendra pas d'un décret ni d'une élection. Elle suppose une triple révolution : dans la manière de gouverner, de produire et de se penser collectivement.

---

<sup>8</sup> <https://www.diapason.mg/le-choc-des-maux-et-le-poids-du-silence-une-societe-fragmentee/>

<sup>9</sup> <https://www.diapason.mg/madagascar-leconomie-fantome-dune-nation-spoliee/>

Il ne s'agit pas d'attendre un homme providentiel, mais de construire une société exigeante envers elle-même, capable de dire non à l'inacceptable, et oui à l'effort partagé.

« L'avenir ne sera pas meilleur par hasard. Il le sera par rupture. »

## V.2 – La reconquête de la souveraineté

### Un mot galvaudé : “souveraineté” sans maîtrise ni justice

Le mot **souveraineté** revient régulièrement dans les discours politiques malgaches, souvent associé à des envolées patriotiques, notamment dans les campagnes électorales ou lors de sommets internationaux. Mais dans les faits, Madagascar est souverain en théorie, mais sous tutelle en pratique :

- Tutelle budgétaire : dépendance à l'aide extérieure pour les secteurs clés (santé, éducation, infrastructures)
- Tutelle juridique : faible contrôle des contrats miniers, énergétiques ou portuaires
- Tutelle sécuritaire : incapacité à contrôler ses frontières maritimes ou à imposer ses lois dans les zones stratégiques
- Tutelle narrative : incapacité à imposer une lecture malgache des enjeux, même sur le plan diplomatique

### Les Îles Éparses : miroir d'une souveraineté piétinée

Le cas des **Îles Éparses** est l'un des exemples les plus emblématiques de cette contradiction. Ces îlots riches en biodiversité, potentiellement stratégiques sur le plan énergétique et maritime, sont toujours administrés par la France.

*Ce que révèle le dossier « Îles Éparses – entre diplomatie de façade et grandes manœuvres géostratégiques<sup>10</sup> » :*

- La France a déployé une diplomatie environnementale pour maintenir sa présence, en masquant les intérêts militaires et énergétiques.
- Madagascar, de son côté, multiplie les déclarations symboliques, sans plan de reprise crédible, ni stratégie de communication efficace à l'ONU.
- Le gouvernement malgache n'a jamais organisé de débat public ou mobilisé la société civile sur cet enjeu crucial.
- Le manque de données scientifiques et économiques malgaches empêche la construction d'un argumentaire fort.

Résultat : Madagascar est absent du récit international sur ses propres territoires. Cela reflète un rapport global à la souveraineté : **formel, passif, et désincarné.**

### Des institutions colonisées : la souveraineté confisquée de l'intérieur

Comme exposé dans la partie III, la souveraineté ne s'exprime pas uniquement dans les relations internationales. Elle se joue aussi dans la capacité à décider, contrôler, et redistribuer

---

<sup>10</sup> <https://www.diapason.mg/iles-eparses-entre-diplomatie-de-facade-et-grandes-manoeuvres-geostrategiques/>

en interne. Or, Madagascar est traversé par une souveraineté d'apparat, derrière laquelle se cache une capture systémique de l'État.

- **Institutions clés contrôlées par des réseaux privés ou des alliances politiques**
- **Partenariats publics-privés opaques**, souvent imposés sans débat parlementaire
- **Pouvoir judiciaire instrumentalisé**, freinant toute régulation indépendante

Cette colonisation interne sape la base même de la souveraineté populaire. Le peuple vote, mais ne gouverne pas. L'État existe, mais ne protège pas. La loi est proclamée, mais rarement appliquée.

### Sans justice, pas de souveraineté réelle

Dans les documents du Think Tank Diapason, la souveraineté est réinterprétée non pas comme un attribut statique, mais comme un processus dynamique, fondé sur la justice. C'est la justice - fiscale, institutionnelle, sociale - qui permet à une nation de redevenir maîtresse de son destin.

- **Sans justice fiscale**, les ressources du pays continueront de fuir.
- **Sans justice sociale**, la majorité restera exclue du projet national.
- **Sans justice politique**, le pouvoir ne sera jamais légitime ni durable.

### Proposition de récit national alternatif : souveraineté par la réconciliation du peuple avec lui-même

Diapason propose une redéfinition du récit national fondé non pas sur une nostalgie coloniale ou sur un nationalisme stérile, mais sur la capacité du peuple malgache à se rassembler autour d'un projet juste, ancré, et digne :

| Récit dominant (officiel)             | Récit alternatif (proposé)                               |
|---------------------------------------|--|
| Madagascar, pays pauvre mais stable   | Madagascar, pays spolié mais résilient                   |
| Souveraineté = indépendance proclamée | Souveraineté = capacité à décider pour le bien commun    |
| Le pouvoir vient du sommet            | Le pouvoir doit émerger de la base (citoyens, communes)  |
| Le développement vient de l'aide      | Le développement naît de l'investissement dans le savoir |
| Le peuple est un sujet passif         | Le peuple est une force morale et politique active       |

*Proposition symbolique : instaurer chaque 28 mars (date de la résolution de l'ONU sur les Îles Éparses) une journée nationale de souveraineté active, avec ateliers citoyens, débats dans les écoles, et bilans publics.*

# Conclusion - Et maintenant ?

## Un pays à l'arrêt, une société en suspens

65 ans après son indépendance, Madagascar apparaît comme une nation figée entre deux récits : celui de ses promesses proclamées et celui de ses réalités subies. Les données analysées dans ce dossier, qu'elles soient économiques, sociales ou institutionnelles, convergent toutes vers un constat clair : la spirale du déclin n'est pas une fatalité, mais le produit d'un système entretenu.

- L'économie malgache croît sur le papier, mais **le pouvoir d'achat réel a été divisé par deux depuis 1971.**
- Les investissements affluent dans les mines, les ports, les télécoms, mais **la majorité de la population reste sans électricité, sans école digne, sans espoir d'ascension sociale.**
- Les institutions républicaines sont en place, mais **elles sont colonisées par des réseaux, des intérêts privés, ou des élites prédatrices.**
- Les jeunes sont la majorité démographique, mais **ils sont marginalisés politiquement, économiquement, symboliquement.**

## La responsabilité première est celle des élites

Ce dossier ne cherche pas de bouc émissaire extérieur. La responsabilité première incombe aux élites malgaches, celles qui, génération après génération, ont accepté, et parfois organisé cette stagnation :

- En détournant les ressources publiques au profit d'intérêts privés
- En entretenant un discours creux sur la souveraineté sans traductions concrètes
- En maintenant un système d'opacité et d'impunité
- En construisant un récit de dépolitisation, de fatalisme, d'acceptation

**Les élites ont failli. Elles doivent rendre des comptes.** Mais ce n'est pas suffisant.

## Une complaisance internationale bien orchestrée

Ce système perdure aussi parce qu'il sert des intérêts extérieurs. L'Occident, sous couvert de coopération, d'aide au développement ou de partenariats stratégiques, bénéficie directement du statu quo malgache.

### Géostratégie

- **L'océan Indien** est un espace de plus en plus disputé (France, États-Unis, Chine, Inde).
- Madagascar est une **base de repli stratégique** : ses ports, ses aérodromes secondaires, ses îlots (dont les Éparses) offrent des positions de surveillance régionales.

### Géoéconomie

- Les **ressources minières, halieutiques et foncières** malgaches sont exploitées à bas prix, sans réelle contrepartie structurelle.

- Des **multinationales occidentales** bénéficient de régimes fiscaux dérogatoires, d'accès exclusif à des gisements, ou de contrats confidentiels (graphite, cobalt, or, hydrocarbures).
- Les **aides internationales** servent souvent à financer des projets définis par les bailleurs eux-mêmes, avec des entreprises européennes en tête de liste pour leur exécution.

### *Géopolitique de la connaissance*

- Les indicateurs utilisés pour classer Madagascar (Doing Business, fragilité, pauvreté) sont **produits par des institutions qui influencent aussi les politiques publiques**.
- Les récits dominants sur Madagascar sont écrits **depuis Paris, Bruxelles ou Genève**, rarement depuis Toliara, Morondava ou Toamasina.

En réalité, ce que le peuple malgache perd chaque année, d'autres le gagnent. Tant que l'île reste « stable » dans la pauvreté, docile, ouverte et non revendicative, elle reste utile.

Tant que l'on parle de biodiversité et non de redistribution, tout le monde est content... sauf les Malgaches.

### **Le réveil ne viendra pas d'en haut**

Le changement ne viendra ni d'une réforme technique ni d'un homme providentiel. Il ne viendra pas d'en haut. Il viendra d'un réveil des consciences, d'un sursaut collectif, d'un refus massif de la résignation.

Ce que montre ce dossier, c'est qu'il ne manque ni de richesses, ni d'idées, ni de compétences à Madagascar.

**Ce qui manque, c'est une exigence citoyenne structurée, durable, éclairée.**

### **Et si on faisait Nation ?**

Faire Nation, ce n'est pas faire abstraction des conflits. C'est accepter de se regarder en face, de confronter les injustices, de redéfinir ensemble ce que l'on accepte et ce que l'on refuse. C'est créer un nouveau pacte entre générations, entre villes et campagnes, entre ceux qui savent et ceux qu'on n'écoute pas.

Ce sont les jeunes qui feront Nation. Pas seulement parce qu'ils sont nombreux, mais parce qu'ils sont **les seuls à pouvoir inventer un avenir qui n'existe pas encore**.

À condition qu'on leur laisse la place.

À condition qu'ils la prennent.

**“Ce que tu fais pour moi, sans moi, tu le fais contre moi.”**

*Nelson Mandela*

**Rédaction - Diapason**



## Et si l'indépendance n'était qu'un mot ?

Depuis 1960, Madagascar affiche une souveraineté politique. Mais derrière les discours et les célébrations, une autre réalité s'impose : celle d'une dépendance systémique, enracinée dans les structures économiques, institutionnelles et géopolitiques du pays.

Ce dossier propose une **lecture radicale et structurée** de cette trajectoire contrariée. À travers des outils d'analyse comme l'approche ICECAP et la cartographie SCOR, il explore les mécanismes invisibles qui ont vidé l'État de sa puissance : **captation des ressources, neutralisation des contre-pouvoirs, économie de rente, dépendance internationale.**

Loin des indignations passagères, cet essai trace une ligne de rupture : **refonder les fondements mêmes de la souveraineté.** Il appelle à un sursaut démocratique, économique et citoyen, et propose des leviers concrets pour sortir de ce système verrouillé.

*“Comprendre pour mieux reconquérir. Déconstruire pour mieux reconstruire.”*

## À propos de Diapason

**Diapason** est un **Think Tank indépendant**. Il réunit chercheurs, journalistes, économistes, citoyens engagés et membres de la diaspora autour d'un objectif commun : rendre intelligible la complexité des enjeux malgaches et proposer des pistes de transformation concrètes. À travers ses analyses systémiques, ses webinaires, ses publications et ses campagnes citoyennes, Diapason œuvre pour une reprise de souveraineté intellectuelle, économique et démocratique au service du bien commun.



**Think Tank**  
Madagascar